

Libération

EVENEMENT, mardi 20 mai 1997, p. 2

Un rapport de MSF dénonce les massacres de Hutus. Des morts sans nombre dans l'ombre de Kabila. 190000 personnes sont portées disparues, estime Médecins sans frontières.

SMITH Stephen

L'ensemble des équipes de Médecins sans frontières (MSF) sur le terrain, toutes sections nationales confondues, vient de contribuer à un rapport sur le sort des réfugiés hutus dans l'est du Zaïre, qui conclut à "une stratégie d'extermination" du mouvement de Laurent-Désiré Kabila et évalue à 190 000 le nombre des personnes portées disparues. Dans ce rapport rédigé en anglais et daté du 16 mai, dont Libération a obtenu une copie, le nombre global des réfugiés hutus dispersés dans la forêt zaïroise est évalué à 340 000. Attaqués fin octobre/début novembre, alors qu'ils étaient regroupés dans des camps proches de la frontière zaïro-rwandaise autour de Goma et de Bukavu, ces réfugiés ont fui les combats, quelquefois sur 1 500 km à travers tout le Zaïre, ou se sont cachés dans la forêt équatoriale, certains jusqu'à aujourd'hui. Sur la foi de témoignages précis, MSF impute à l'AFDL "une stratégie délibérée visant l'élimination de tous les réfugiés rwandais restants, y compris des femmes et des enfants".

L'odyssée des réfugiés hutus débute, l'automne dernier, en même temps que la "guerre de libération" de l'Alliance de Laurent-Désiré Kabila. Pris entre tous les feux - des anciens militaires rwandais et des extrémistes hutus armés étant restés mêlés à eux -, environ 900 000 réfugiés, sur un total de plus de 1,2 million, rentrent au Rwanda et au Burundi, quelque 340 000 autres fuyant à l'intérieur du Zaïre. A l'époque, le Rwanda et les Etats-Unis minimisent leur nombre, allant jusqu'à nier qu'il y ait encore "un nombre significatif" de réfugiés hutus au Zaïre.

De son côté, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), accusé d'avoir protégé des "génocidaires" responsables de l'extermination des Tutsis au Rwanda en 1994, ne tente pas l'impossible pour les retrouver. C'est seulement à la mi-décembre qu'une masse importante de réfugiés - environ 160 000 - refait surface et se regroupe dans deux camps, Tingi-Tingi et Amisi. Mais l'aide n'arrive qu'au compte-gouttes, et la ration quotidienne distribuée ne dépassera pas 900 calories en moyenne, bien que le HCR estime le minimum vital à 1 900 calories par personne. Fin février, rattrapés par le front, ces réfugiés sont à nouveau manu militari dispersés. Environ 85 000 finissent par se retrouver dans un chapelet de camps au sud-est de Kisangani, sur l'axe ferroviaire vers Ubundu. Alors que le seuil d'alerte d'urgence est de 2 morts par jour pour 10 000 réfugiés, le taux de mortalité dans ces camps atteint jusqu'à 40 morts sur 10 000 réfugiés. Il en résulte que, sur les 160 000 réfugiés de Tingi-Tingi et d'Amisi, au moins 20 000 sont morts de faim et d'épidémies.

Du 21 au 24 avril, les 85 000 rescapés au sud de Kisangani ont été pris pour cible par des soldats rwandais, identifiés comme tels par l'équipe de MSF sur place. Un nombre inconnu de réfugiés sera massacré ou, à nouveau chassé dans la forêt, mourra de faiblesse ou de maladie. A ce jour, seulement près de 50 000 d'entre eux ont été retrouvés. Parmi ces derniers, quelque 32 000 ont été rapatriés par l'ONU au... Rwanda, dont le régime - depuis l'été 1994 dominé par la minorité tutsie - est pourtant à l'origine de leur calvaire. Le 26 avril, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a accusé le mouvement de Laurent Kabila, militairement soutenu par le Rwanda, de viser la "lente extermination" des réfugiés. Cherchant à se disculper, le chef rebelle a alors confié, le 7 mai, une "mission pour faciliter le retour des réfugiés" à Jean-Jacques Andrieux, le directeur de l'Association française pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (AFSEA). Ce dernier était venu voir le chef rebelle à Lubumbashi en compagnie du général Jeannou Lacaze, ancien chef d'état-major de l'armée française et ex-conseiller militaire du président Mobutu. Tout en admettant qu'il y a "une grande partie diplomatique dans cette affaire" et que Laurent Kabila cherche à "renouer le dialogue" avec Paris, très en flèche dans la dénonciation des massacres commis, Jean-Jacques Andrieux s'indigne à l'idée qu'il ait été choisi pour sa proximité du pouvoir - il est premier adjoint de Jacques Toubon à la mairie du XIIIe arrondissement de Paris.

Selon le rapport de MSF, des milliers de réfugiés hutus, après avoir traversé tout le Zaïre à pied sur une distance supérieure à celle entre Paris et Varsovie, sont arrivés à Mbandaka, sur le fleuve Congo. Dans le premier groupe, logiquement constitué des plus vaillants, le pourcentage de femmes n'est plus que de 8%, celui des enfants plus que de 2%...

Beaucoup plus au sud, à la frontière angolaise, d'autres réfugiés ayant marché pendant quatre mois viennent apparemment de Shabundu. C'est là qu'à la fin du mois de décembre, la Croix-Rouge internationale (CICR) avait estimé à 60 000 une concentration de réfugiés dont le HCR ne devait plus retrouver, à la mi-janvier, qu'environ 40 000. Selon MSF, l'attaque de ces camps par les combattants de Laurent Kabila aurait fait "plusieurs milliers de morts". Dans cette région, sous le contrôle de l'AFDL depuis fin janvier, un nombre inconnu de réfugiés hutus se cache toujours. Ils continueraient d'être systématiquement persécutés, à tel point que, lors d'un "séminaire idéologique" tenu du 17 au 23 mars, les "chefs de village" ont été sollicités pour aider les militaires à "nettoyer les routes" de cadavres et d'ossements.

Autour de Kugulube, à 170 km à l'ouest de Bukavu, deux soldats en faction sont postés à chaque kilomètre d'intervalle le long de la route pour "réceptionner" les Hutus sortant de la forêt à la recherche de soins et de nourriture.

La décision d'assumer publiquement un rapport accablant pour les nouveaux maîtres du Zaïre n'a pas été prise sans réticences au sein des différentes sections - française, belge, néerlandaise... - de MSF. Mais, finalement, un consensus s'est construit autour du "devoir de témoignage". Regrettant qu'un bilan global pour les réfugiés morts dans l'est du Zaïre n'ait pas pu être établi, un responsable de l'ONG estime qu'il "faut continuer à travailler pour pouvoir, au moins, indiquer un ordre de grandeur. Sinon, après les morts sans noms, le monde risque de s'habituer aux morts sans nombre".

Catégorie : Actualités

Sujets - Libération : MASSACRE; HUTUS; RAPPORT; MÉDECINS SANS FRONTIÈRES; RÉFUGIÉ; HAUT COMMISSARIAT POUR LES RÉFUGIÉS; GÉNOCIDE; CAMP DE RÉFUGIÉS; CARTOGRAPHIE

Lieu(x) géographique(s) - Libération : RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Nom(s) propre(s) : KABILA LAURENT-DÉSIRÉ

Type(s) d'article : ARTICLE

Taille : Long, 765 mots